

MASTER FILE

Quatrième session

Comité chargé des unions administratives

RESUME DES DEBATS DE LA COMMISSION PERMANENTE DES
MANDATS AU SUJET DE LA QUESTION DE L'UNION
ADMINISTRATIVE DU TOGO SOUS MANDAT FRANCAIS

Mémoire préparé par le Secrétariat

1. Bien que les termes du Mandat français sur le Togo eussent autorisé la Puissance mandataire à administrer ce pays comme partie intégrante de son territoire, aucune union administrative ou intégration sous quelque forme que ce soit n'a été instituée qui fut applicable au Togo au cours des dix premières années du Mandat. Ce n'est qu'en 1935, et en raison des difficultés financières du Territoire, que certaines mesures ont été prises qui eurent pour effet d'établir une union administrative partielle entre le Togo et la colonie française voisine du Dahomey.

2. La Commission permanente des mandats a été saisie pour la première fois de ces mesures au cours de sa vingt-sixième session en 1934, lorsque le représentant français accrédité a déclaré qu'un plan de réorganisation administrative était projeté.

3. Au cours de sa vingt-huitième session, l'année suivante, le représentant accrédité a fait savoir à la Commission que les réformes administratives projetées avaient été mises en vigueur le 1er janvier 1935 en vertu d'un décret du 23 novembre 1934. (1) Bien que le Territoire dût conserver son autonomie administrative et financière, le Lieutenant-Gouverneur du Dahomey devait exercer les pouvoirs de Commissaire de la République française au Togo et être représenté à Lomé par un haut fonctionnaire qui recevait toute délégation de pouvoirs reconnue nécessaire. Les postes de chefs de nombreux services devaient être tenus cumulativement au Togo et au Dahomey par les mêmes fonctionnaires, le Territoire sous mandat effectuant un versement forfaitaire à la colonie pour ces services.

M. Palacios a accueilli favorablement la déclaration de la Puissance mandataire. Toutefois, il a estimé que le problème soulevé par ces mesures -

(1) Texte reproduit à la page 119 du rapport annuel de 1934.

indépendamment de l'intégrité du Territoire et de l'efficacité des services dont on espérait qu'ils ne souffriraient pas des économies projetées - était qu'il deviendrait difficile de contrôler l'administration du Territoire sous mandat sans avoir, sur bien des points, à examiner en même temps les données relatives à la colonie à laquelle il était rattaché ou amalgamé pour une bonne part du fait de son administration et de ses finances. Dans ce cas, on ne pouvait se faire une idée de l'administration et des finances du Togo sans connaître certains aspects de celles du Dahomey.

Le baron Van Asbeck, tout en remarquant une analogie entre l'organisation récemment instaurée et celle qui avait été adoptée au Togo sous mandat britannique, a posé la question de savoir si le Territoire serait administré de façon satisfaisante et a estimé que la Puissance mandataire devrait être représentée au Togo par un fonctionnaire muni de pouvoirs de façon directe et non par délégation.

De l'avis de M. Rappard, l'administration du Territoire s'effectuait dans des conditions qui n'étaient peut être pas tout aussi bonnes qu'auparavant mais des économies s'imposaient. La Commission devait se contenter de vérifier que les réductions effectuées n'étaient pas de nature à mettre l'administration dans l'impossibilité de faire face à ses obligations. Si tel n'était pas le cas, la Commission ne pouvait pas conclure que la Puissance mandataire avait été mal inspirée en réalisant des réformes qui permettraient d'éviter au pays des charges fiscales excessives. La Commission ne pouvait pas faire abstraction de l'aspect financier du problème.

Au cours d'une séance ultérieure, la Commission a adopté l'observation générale suivante :

"La Commission a été informée des diverses mesures prises en 1935 pour parer au déficit budgétaire du Territoire sous mandat. Ainsi qu'elle l'avait annoncé l'an dernier, la Puissance mandataire a laissé provisoirement sans titulaire les postes les plus élevés de la hiérarchie administrative du Togo et a confié la direction de leurs services à de hauts fonctionnaires de la colonie voisine du Dahomey. D'autre part, il a été procédé à la réduction de six à trois du nombre des circonscriptions administratives et à d'autres importantes compressions budgétaires.

"La Commission a pris acte, à nouveau, des déclarations de la Puissance mandataire selon lesquelles les mesures prises ne portent nullement atteinte à l'individualité du Territoire sous mandat. Quant aux résultats pratiques de la réforme, la Commission se réserve d'en juger lorsqu'elle examinera les rapports ultérieurs."

4. Au cours de sa trentième session, la Commission a appris que l'organisation administrative établie conformément au décret du 23 novembre 1935

avait été à nouveau modifiée en vertu du décret du 19 septembre 1936, conférant le titre de Commissaire de la République au Togo au Gouverneur général de l'Afrique occidentale au lieu du Lieutenant-Gouverneur du Dahomey, tout en conservant les mêmes fonctionnaires à la tête des services techniques communs au Dahomey et au Togo.²⁾ La Commission a adopté une observation analogue à celle de l'année précédente par laquelle elle décidait de ne pas se prononcer encore sur l'ensemble de ces mesures.

5. Au cours de sa trente-troisième session, en 1937, la Commission heureuse d'apprendre l'amélioration sensible intervenue dans la situation financière du Territoire, a déclaré qu'elle aimerait savoir si cette amélioration était de nature à faire revenir la Puissance mandataire sur les mesures administratives prises, pour raisons d'économie, au cours des années précédentes.

6. Au cours de la trente-quatrième session, M. Besson (représentant accrédité de la Puissance mandataire) a fait savoir à la Commission que son Gouvernement en revenait progressivement aux dispositions anciennes et que l'autonomie financière et administrative du Territoire était en cours de rétablissement complet. Tous les services communs au Togo et au Dahomey avaient été supprimés à l'exception de deux.

Dans son rapport au Conseil, la Commission a noté avec satisfaction que par suite de l'amélioration sensible intervenue dans la situation financière du Territoire, il avait été possible de revenir sur certaines mesures administratives prises, pour raisons d'économie, au cours des dernières années, et de restituer ainsi au Territoire l'autonomie de la plupart de ses services administratifs.

7. Enfin, l'année suivante à sa trente-sixième session, la Commission a été heureuse de constater que tous les services du Territoire avaient maintenant repris leur ancienne autonomie avec faculté de faire appel au Gouverneur général de l'Afrique occidentale française pour obtenir le concours des spécialistes dont ils seraient dépourvus.

2) En vertu d'un décret en date du 20 juillet 1937, le Gouverneur général de l'Afrique occidentale a reçu le titre de Haut commissaire et son représentant à Lomé celui de Commissaire de la République au Togo.
